

I. Endoctrinement et politisation dans l'enseignement de la philosophie ou d'un faux-problème

Jean-Guy Daoust

Volume 3, Number 1, avril 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/203046ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/203046ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société de philosophie du Québec

ISSN

0316-2923 (print)

1492-1391 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Daoust, J.-G. (1976). I. Endoctrinement et politisation dans l'enseignement de la philosophie ou d'un faux-problème. *Philosophiques*, 3(1), 94–101.
<https://doi.org/10.7202/203046ar>

I. ENDOCTRINEMENT ET POLITISATION DANS L'ENSEIGNEMENT DE LA PHILOSOPHIE OU D'UN FAUX-PROBLÈME

par Jean-Guy Daoust

Une remarque peut nous servir de point de départ. Apparemment on n'endoctrine (ou politise) jamais soi-même. Jamais au grand jamais ! L'endoctrinement, c'est toujours *l'autre* qui le pratique. Identifier cet « autre » est instructif ; il ne s'agit pas, en effet, de l'autre simplement « numériquement », mais d'un autre qui se définit *qualitativement* ; autrement dit, un vis-à-vis dont les idées sont radicalement opposées non pas simplement aux idées qu'on défend, mais surtout au *cadre théorique même* dans lequel celles-ci s'inscrivent, et qui — c'est fondamental — menace, du lieu où il se situe, ce cadre théorique en mettant à jour une divergence fondamentale se situant *aussi* sur un terrain extra-philosophique, à savoir le plus souvent un terrain *politique*.

L'accusation est donc liée assez strictement à un antagonisme *idéologique* important, fondamental.

Le cas du marxisme peut, à cet égard, facilement servir de modèle. S'il ne monopolise pas l'accusation, en effet, sa situation est en tout cas assez exemplaire.

Commençons par l'endoctrinement.

On rencontre d'abord un problème de définition. Celle qu'on en donne constamment dans les débats où surgit l'accusation, — tout en souffrant d'ailleurs d'un flou fort regrettable, mais aussi fort utile !, — révèle assez bien ce qui est en cause : on y parle ordinairement (et pas avec sympathie...) du fait de présenter *certaines* idées de manière *catégorique* et *exclusive*. Par exemple, on n'en aura pas contre le marxisme — grands dieux ! non ! —, on en aura plutôt contre le fait que celui-ci soit présenté comme « vrai » (et le reste « faux »), que sa présentation n'inclut pas sa propre mise en doute, sa propre « mise à distance », et qu'on essaie en plus de *convaincre* de sa justesse.

Que quelqu'un présente le marxisme comme une « philosophie » parmi d'autres, que même il la présente au milieu d'autres en indiquant sa préférence, ça va bien. Mais qu'il le défende systématiquement, le voilà en plein sur la pente dangereuse. Et qu'encore plus il le *pratique* sur quelque objet, le voilà endoctrineur au carré...

Ce qu'on oppose couramment à « l'endoctrinement » est tout aussi instructif. C'est ordinairement quelque chose comme le « pluralisme » : à savoir, présenter plusieurs philosophies, juxtaposées, en ne se permettant pas plus que d'indiquer ses *préférences*.

Autrement dit, la condition d'un « non-endoctrinement », ce semble être une *auto-négation* plus ou moins accusée de tout ensemble d'idées vis-à-vis de lui-même, *i.e.* le contraire même de l'affirmation catégorique d'une perspective donnée : dire tel ou tel ensemble d'idées, mais en le mettant et en le tenant en quelque sorte « à distance » comme un « possible », éviter de pratiquer l'adhésion, ou tout au moins avouer celle-ci comme une manière de faiblesse privée, une préférence, l'intrusion de la subjectivité individuelle dans un univers d'idées impersonnelles, a-temporelles, et « objectives ». Toute cette attitude va d'ailleurs de pair avec une identification de l'objectivité à l'impartialité qu'il serait aussi fort intéressant d'examiner...

Le plus amusant de l'affaire, c'est que les tenants de ce « pluralisme » ne perdent guère une occasion de tenter de convaincre de la justesse de leur point de vue, — qu'ils affirment d'ailleurs de la façon la plus catégorique qui soit, — et qu'ils excluent et anathématisent sans guère de vergogne l'autre point de vue, non seulement faux mais parfaitement pervers d'ailleurs à leurs yeux, répondant ainsi assez bien aux caractères qu'ils prêtent eux-mêmes à l'« endoctrineur »...

Rien de malaisé dès lors à soupçonner que toute cette protestation « morale » cache une opération somme toute assez banale dans le monde de l'idéologie, à savoir une opération d'exclusion qui passe par une manière de « terrorisme idéologique » : tenter d'empêcher une perspective théorique trop radicalement différente — et menaçante — de s'affirmer/exprimer selon sa propre logique et tenter de la récupérer, et

cela non pas en la combattant sur le plan théorique, mais en transportant le débat sur un plan *moral* pour essayer de la *discréditer*, et pour imposer que la discussion se déroule sur son propre terrain. On soupçonne aussi qu'on est, avec ce « pluralisme » et sa parenté, en face d'une idéologie tout aussi dogmatique, « catégorique » et exclusive que ce qu'elle reproche à l'autre. Ce qui peut donner le change, c'est bien sûr l'espèce de « relativisme » qu'elle semble pratiquer ; mais il est lui-même lié à toute une doctrine, dont il n'est qu'une conséquence particulière : le « sujet » *face* à des possibles auxquels il adhère (ou pas) librement et individuellement et qu'il transcende de toute façon, l'idée produit d'une pensée qui reste hors d'elle plutôt que produit social, etc. ; et cela en faisant évidemment abstraction des déguisements tellement courants que revêt ce pluralisme, ce qu'on pourrait appeler le « pluralisme numérique » : Bergson, Merleau-Ponty, Descartes, Mounier et le jeune Marx, par exemple, ou (qui de nous n'a pas connu ça !) une grille thomiste opposée à une grille pyrrhonienne... On soupçonne enfin bien sûr que la « permissivité » dont s'enorgueillit ce « pluralisme » est surtout un leurre : juxtaposer une bien solitaire critique de l'idéologie dominante et un exposé de quelque forme de cette idéologie dominante, dans toute sa masse, c'est pratiquer une concurrence bien déloyale...

En fait, si on définit l'endoctrinement par les trois caractéristiques mentionnées plus haut, — volonté de convaincre, exclusion du véritablement autre et dogmatisme par rapport à cet autre, — il faut bien dire que *toute* philosophie et *tout* enseignement de la philosophie sont endoctrinement. Et donc que cette fameuse question de l'endoctrinement n'est qu'un faux problème.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de problème du tout ? Non pas. Mais que pour le trouver, il faut déplacer la question. Pour qu'il y ait véritablement endoctrinement, il me semble qu'il faut qu'un discours s'appuie de façon massive, bien que plus ou moins masquée, sur des facteurs parfaitement extra-théoriques, à savoir des méthodes d'intimidation par exemple, convaincre par la menace d'une exclusion sociale, faire jouer quelque pression de groupe, etc. Des phénomènes de ce genre peuvent probablement se dénicher ici ou là dans l'enseignement

de la philosophie au Cégep, mais sous des formes marginales, secondaires ; nulle part, bien sûr, on n'échappe aux phénomènes de pression sociale ou de pression de groupe ; mais de là à ce qu'ils jouent de façon dominante, il y a une marge... Et notons, en passant, que ces phénomènes ne sont liés intrinsèquement à aucune perspective théorique ou idéologique particulière, que c'est une situation tout extra-théorique — des rapports de force collectifs — qui les rend possibles et opérants, et que, dans le présent contexte au Québec, les orientations théoriques les plus susceptibles de céder à la tentation de l'endoctrinement ne sont peut-être pas celles où, par une manoeuvre qui frise précisément l'endoctrinement, on prétend le plus souvent voir ce dernier...

Le véritable problème est bien plutôt ailleurs, et il s'agit d'un problème de *pédagogie* : comment assurer la *qualité théorique* des cours de philosophie au Cégep, compte tenu de l'âge et de la préparation antérieure des étudiants ? Comment faire pour que l'inévitable et nécessaire vulgarisation n'y devienne pas catéchisme simpliste ? Comment faire pour y respecter raisonnablement les règles de base du travail théorique, — justification rationnelle, mise à jour des présupposés d'une thèse et de tout l'ensemble des démarches sur lesquelles elle s'appuie et sans lesquelles elle n'est tout au plus qu'objet de croyance, — cela compte tenu de la complexité et du caractère souvent « abstrus » et apparemment tellement « loin de la vie » de ces démarches en philosophie ? Le problème, ce n'est pas celui de l'endoctrinement, c'est celui du *simplisme*. Et il est autrement grave, car il met en cause toute la raison d'être de l'enseignement de la philosophie au Cégep : donner à chacun des moyens de remise en question et de critique de ce dont traite la philosophie et qui constitue le tuf même des idéologies. Si l'enseignement philosophique n'arrive pas à dépasser le pur niveau idéologique (au sens étroit et péjoratif du terme) et à montrer ce que laisse immergé l'iceberg, à quoi sert-il ?

Mais ce problème ne concerne ni le marxisme ni aucune autre tendance en particulier : il les concerne *toutes*. Et — tiens ! tiens ! — ce n'est pas un problème moral, c'est un problème *pratique*...

Si on passe à l'autre aspect de la question à traiter, la

« politisation », on se retrouve en présence d'une situation analogue à la précédente : ici aussi, c'est « l'autre » qui « politise » ; avec cette particularité que cet autre, qui dans le contexte actuel est bien sûr le plus souvent « marxiste » (mais qu'est-ce qu'un marxiste ? !), c'est celui qui parle *trop* de quelque chose, à savoir de « politique ». L'accusation, autrement dit, semble liée à la présence d'un « ingrédient » supposément hétérogène. L'expression en effet marque une *action*, celle d'introduire un corps étranger, en l'occurrence la (ou le) politique, dans quelque chose qui en serait intrinsèquement vierge. Politiser, c'est ainsi adultérer, dénaturer, empoisonner. Et voilà qu'on retrouve l'idée d'une *perversion* et le renvoi à un terrain « moral ».

Ici aussi, bien sûr, c'est toute une doctrine qui commande et sous-tend l'accusation. Une doctrine qu'on pourrait décrire grossièrement comme suit. Elle est d'abord *métaphysique* : toute chose y est pensée sur le modèle de la *substance*, *i.e.* comme ayant sa nature en elle-même, hors des autres, comme gardant en quelque sorte toujours son « quant-à-soi ontologique » ; le philosophique, pensé lui-même sur ce modèle, apparaît ainsi *tout autre* que le politique, *i.e.* non politique par essence ; si bien que si politique et philosophique peuvent interagir, ce sera à la manière de deux individus, *i.e.* en s'influçant mutuellement, ce qui suppose précisément indépendance et séparation fondamentales, extériorité mutuelle. Elle est aussi *idéaliste* : l'idée, et a fortiori la philosophie, y est le produit du sujet en tant que sujet, et son efficace passera strictement par l'appel aux consciences ; si bien que le lien du philosophique au politique revêtira là — du moins dans sa forme pure, selon l'essence — une forme assez spéciale : il sera à sens unique, le philosophique devant influencer le politique en le *jugeant*, mais le politique n'intervenant jamais *de droit* dans le philosophique, parce que n'ayant pas qualité pour le juger ; il prendra une teinte doucement platonicienne, le philosophique ayant mission de juger le politique pour l'appeler à sa hauteur, mais *du dehors*. Autrement dit, jamais on n'y admettra que le philosophique puisse être un des hauts-lieux du politique, *i.e.* que le lien du politique au philosophique puisse en être un *d'intériorité*. On suppose toujours, au contraire, une transcendance du philosophique face au politique, du moins quant à l'essence, bien sûr, puisqu'on sera bien

prêt à admettre que la réalité, elle, se prête malheureusement à l'accident...

Bien sûr, il faut remettre en question ces présupposés et réaffirmer qu'au contraire toute philosophie, par essence, est *aussi* politique, que toute philosophie a *aussi* rapport à la détention et au partage inégal du pouvoir et des privilèges dans une société, qu'elle est *aussi* et *par essence* le lieu où se forgent les instruments de base du combat idéologique pour ou contre les rapports sociaux existants.

Dans cette perspective, on comprend facilement que l'accusation de « politisation » soit le plus souvent servie — chaude bien entendu ! — au marxisme. Car la pensée marxiste étale un lien *essentiellement* OUVERT avec la politique, et cela *par principe*. Et c'est en cela (entre autres...) qu'elle se révèle tellement menaçante pour les autres philosophies. Le marxisme en effet ne fait pas *le choix* de s'articuler au politique, ce qui le placerait (au grand avantage des idéologies régnautes !...) du côté du *particulier*, donc du *contingent* et de l'*électif*. Il se pose au contraire, comme une proposition *universelle*, que *toute* philosophie est *de droit* un des lieux essentiels du politique : non pas qu'elle s'y ramène, mais que par essence elle est *aussi* et *de part en part* (et non pas seulement dans quelqu'une de ses « parties ») politique, lieu de lutte idéologique, lutte de classes au sein de la théorie. Et en cela, il remet radicalement en cause toutes les philosophies idéalistes, en les menaçant dans leur flanc même.

D'où la nécessité absolue pour ces dernières de neutraliser son action, et ce — c'est la seule façon — en partant du terrain idéaliste. C'est, par exemple, l'accusation de « politisation ».

Mais celle-ci apparaît dès lors, d'une part, comme une pure pétition de principe ; en reprochant d'introduire dans la philosophie quelque chose qui lui est *étranger*, elle prend ainsi pour acquis que philosophie et politique sont pour l'essentiel indépendants l'un de l'autre ; or, c'est justement ce qui est en question et ce que le matérialisme n'admet pas, tout au contraire ; d'autre part, comme une opération de terrorisme idéologique, l'accusation cache en effet son postulat essentiel en

le prenant pour acquis, en le traitant comme self-évident, pour mieux transposer, conséquemment, toute la question sur le terrain moral (le sien...), aux fins de *stigmatiser* « l'autre » philosophie.

Est-ce à dire, ici aussi, qu'il n'y a pas de problème du tout ? Non, bien sûr. Seulement que le problème est ailleurs et qu'il a de toutes autres dimensions.

Le vrai problème, c'est encore celui de la *qualité théorique* de ce qui s'enseigne. La différence n'est pas entre cours « politisés » et cours « non politisés » ; si la philosophie est par essence aussi quelque chose de politique de part en part, alors *tout* enseignement philosophique est politique. La différence est bien plutôt, à cet égard, entre une « politisation ouverte », avouée, et une « politisation » cachée, niée. Et ici, il faut se garder de tout simplisme et de tout manichéisme : car cette politisation cachée ne l'est pas — le plus souvent en tout cas — pour des considérations tactiques conscientes, mais se présente sous le signe de la bonne foi ; car elle *n'est*, et donc ne se cache, qu'aux yeux de « son autre », le marxisme et les pensées qui en sont proches ; à ses propres yeux, elle ne peut être cachée puisque, par principe, elle ne peut même pas *être* tout court...

Reste encore, et cela aux yeux du marxisme même, une différence entre une « politisation » *dont les titres théoriques sont solides* et une politisation bête, qui ne respecte aucunement la spécificité des disciplines, qui oublie de tenir compte des limites qu'impose le cadre institutionnel, ou même qui confond démonstration et répétition des mêmes formules. Que tout enseignement philosophique soit aussi politique par essence, certainement ! mais encore faut-il pour cela qu'il soit *premièrement philosophique*.

Avec cette dernière différence, on rejoint la question de l'endoctrinement. Le refus de l'endoctrinement, c'est le refus du catéchisme, *quel qu'il soit*, i.e. de la simplification outrancière et non consciente d'elle-même, où n'apparaissent plus que les thèses ou conclusions, séparées de toute l'élaboration théorique qui les fait exister et d'où par conséquent tout véritable savoir est absent, coupant ainsi à la racine toute possibilité de progression.

Et si les cours de Cégep ne sont pas des cours universitaires, cela ne les dispense pas de devoir quand même conserver le souci d'une qualité théorique au moins minimale. Mais alors, *il faut bien le noter*, ce refus et l'accusation qui en est la contrepartie *doivent s'appliquer à l'enseignement de toutes les philosophies*, pas seulement à certaines d'entre elles. Et il faut bien dire que, de ce point de vue, ceux qui catéchisent et « endoctrinent » le plus ne sont pas toujours ceux qu'on pense...

Cégep Maisonneuve